

Mike Mathias

# Le développement durable et le pouvoir

*Si on admet qu'assurer un développement durable revient avant tout à reconnaître les conflits d'intérêt des générations actuelles et des générations futures ainsi que des intérêts entre les populations d'ici et d'ailleurs par rapport aux ressources naturelles, sociales, culturelles et économiques, alors nous devons revoir et adapter d'urgence nos valeurs politiques et les instances politiques par lesquelles nous jugeons et gérons ces conflits.*

Pour commencer il s'agit de simplement reconnaître certaines réalités. Ainsi, en ce qui concerne les ressources naturelles renouvelables, le Luxembourg consomme quatre à cinq fois sa part de gâteau, donc quatre à cinq fois trop (c'est la fameuse empreinte écologique). Aussi longtemps que nous n'arrêterons pas ce scandale nous continuerons à accumuler des dettes envers les générations futures et les populations qui ailleurs sont privées d'un accès suffisant à ces mêmes ressources. Ces dettes sont réelles et devront être honorées. Actuellement les seules dettes de carbone (correspondant aux émissions de CO<sub>2</sub> depuis 1800) sont estimées pour tous les pays industrialisés à 23 milliards de USD<sup>1</sup>, ce qui paraît effectivement peu par rapport aux 18 milliards que ces mêmes pays ont pu mobiliser récemment en un clin d'œil historique pour sauver le système bancaire. Mais ce ne sont évidemment pas les seules dettes accumulées.

Une autre ressource qui est très inégalement distribuée c'est la finance et donc la capacité d'investissement : grâce à une économie *offshore* développée depuis les années 1960, les banques des Iles Caïmanes et les Iles Anglo-normandes gèrent des dépôts bancaires

pour 2 300 milliards de dollars, ce qui est approximativement la même somme que l'ensemble des dépôts gérés par les banques en France. Ceci est étonnant puisque la population totale de ces îles correspond à peine à celle d'une ville moyenne française<sup>2</sup>. Si de telles fortunes

---

## Quel est le modèle luxembourgeois si nous le déclinons au développement durable ?

---

se retrouvent concentrées au sein d'entités économiques et politiques aussi petites, c'est au départ toujours pour des raisons d'évasion fiscale, parfois même pour des raisons de blanchiment d'argent. L'impact surtout pour les pays en voie de développement est particulièrement grave. Ainsi, le Secrétaire général de l'OCDE a écrit en novembre 2008 : « *Developing countries are estimated to lose to tax havens almost three times what they get from developed countries in aid. If taxes on assets hidden by tax dodgers were collected in their owners' jurisdictions, billions of dollars could become available for financing development.*<sup>3</sup> » Et par la même occasion il demande au gouvernement britannique une meilleure collaboration Nord-

Sud sur ces sujets : « *Fighting tax evasion calls for cooperation between developed and developing countries. At home governments must enact fair and effective policies and make it easy for taxpayers to comply with their obligations. Internationally, they must push for greater transparency in cross-border financial transactions.* » Le Luxembourg qui gère lui aussi une place financière peut certainement contribuer à cet effort. Il devrait, pour commencer, encourager au moins le débat public sur la question.

Reconnaître que le Luxembourg est géré de façon profondément injuste à l'égard des générations futures et des populations de pays lointains (et voisins) est une chose ; reste à voir selon quelles valeurs politiques nous devrions adapter nos instances politiques afin de les rendre capables de gérer ce genre de conflits de façon plus équitable et donc plus durable.

Il est intéressant de noter que la plupart de ces instances qui devraient aider à gérer démocratiquement<sup>4</sup> le pays sont essentiellement orientées de manière à tenir compte des intérêts économiques des différents acteurs économiques. A côté de la Chambre des députés et du Conseil d'Etat, ce sont les chambres professionnelles dont les avis font automatiquement partie du processus législatif. Ces

L'auteur est socioéconomiste et actif au sein de plusieurs ONG au Luxembourg.



© ASTM

dernières défendent surtout les intérêts économiques de leurs membres actuels. Le Conseil économique et social quant à lui regroupe des représentants patronaux et syndicaux ainsi que des fonctionnaires experts dans les domaines de l'économie, des finances et de la sécurité sociale. Son rôle est limité au dialogue dans les domaines économiques, sociaux et financiers. Toutes ces instances restent ainsi strictement attachées à la facette économique et plus particulièrement à la partie de l'économie qui correspond aux échanges marchands et au marché de travail rémunéré. Les autres types d'économie non marchande, solidaire, domestique, reproductrice... ne sont considérés que de façon insuffisante et les autres dimensions du développement durable ne sont pas du tout dotées des mêmes types d'instances de débat<sup>5</sup>.

Finalement la fixation de notre système politique sur celui de l'économie est encore renforcée par la Tripartite qui reprend en quelque sorte la composition du CES tout en lui ajoutant l'opacité vis-à-vis du public concerné. La Tripartite est l'exemple même d'un débat non transparent et donc non démocratique.

Le résultat est un pays dont l'économie ne semble fonctionner de façon satisfaisante que s'il y a une croissance économique de 4 % par an. Au lieu de considérer ceci comme la faillite déclarée de nos politiques, certains osent même se vanter que, pendant des années, le

Luxembourg a réussi à maintenir cet « équilibre » !

Il est vrai qu'il faut imaginer un modèle économique qui ne repose plus sur la recherche d'une croissance économique maximale, mais sur le meilleur développement des potentialités de chacun de subvenir à ses besoins<sup>6</sup>, considérant que ces derniers sont plutôt obnubilés par l'actuel consumérisme tellement cher à notre modèle économique. C'est aussi ici que les ONG de tous les bords et de tous les secteurs sont appelées à relever le défi. Quel est le modèle luxembourgeois si nous le déclinons au développement durable ? Comment pouvons-nous tenir compte des intérêts bafoués des générations futures, celles qui vont vivre dans 200, 500 et 2000 ans et comment devons nous rééquilibrer notre style de vie pour ne pas empêcher les « autres », ceux de « là-bas » de profiter pleinement de leurs droits à une vie décente ?

Ce sont notamment les ONG de développement, tellement nombreuses et actives au Luxembourg, à qui revient le rôle d'assurer la prise de conscience quant à la dimension « globale » de ce système économique et des flux déséquilibrés qui lui permettent de survivre aux dépens des autres. Malheureusement, rares sont celles qui se permettent une telle mise en question. Pourtant le moment serait bien choisi, il s'agit non seulement de saisir l'occasion de la crise pour faire une analyse détaillée des mécanismes qui y ont conduit, mais le nouveau gou-

vernement a également annoncé un débat public sur le projet du plan national de développement durable adopté avant les élections par le précédent gouvernement<sup>7</sup>. La version actuelle de ce document présente une analyse détaillée et sincère des tendances non durables du pays. Mais les objectifs opérationnels et les mesures proposées dans les chapitres suivants passent en quelque sorte à côté du sujet. Ce plan ne peut rester que lettre morte aussi longtemps qu'il reste aussi vague sur son objectif final et que les mesures « osées » ne sont pas élaborées et mises à l'épreuve à travers une large participation de la population au débat.

Finalement le débat sur ce projet de plan national du développement durable devrait également permettre aux ONG de tous les secteurs d'aborder la question de l'emprise des acteurs purement économiques sur le pouvoir politique. Il est, en effet, difficile d'imaginer que le résultat d'un processus législatif puisse être différent aussi longtemps que les acteurs économiques qui recherchent essentiellement la maximisation de leurs bénéfices à court terme dominent dans toutes les instances. Cela demande aux ONG de renforcer leur *leadership* et de ne pas avoir peur d'une implication active dans l'exercice du pouvoir politique, avec toute la responsabilité que cela comporte. ♦

<sup>1</sup> Martin Khor, « Konturen eines globalen Klimadeals für Kopenhagen », in : Informationsbrief Weltwirtschaft & Entwicklung, Luxembourg, 24.8.2009 ([www.weltwirtschaft-und-entwicklung.org](http://www.weltwirtschaft-und-entwicklung.org)). Ce montant se calcule sur base des quantités de CO<sub>2</sub> émises et d'un prix d'une tonne de CO<sub>2</sub> estimé à 40 USD sur le marché des certificats. Il ne comporte pas le dédommagement des causés.

<sup>2</sup> John Christensen, BNP Paribas aux Iles Caïmanes : Mais qu'est-ce qu'ils foutent là-bas ?, Tax Justice Network, <http://taxjustice.blogspot.com/2009/08>

<sup>3</sup> Angel Gurría : « The global dodgers, Commitment to aid flows must be combined with a crackdown on tax havens, and Britain can do more », in : The Guardian, Thursday 27 November 2008, [www.guardian.co.uk/commentisfree/2008/nov/27/comment-aid-development-tax-havens](http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2008/nov/27/comment-aid-development-tax-havens).

<sup>4</sup> c.-à-d. en tenant compte de la « voix du peuple ».

<sup>5</sup> Il est vrai qu'il existe une panoplie de « conseils supérieurs », mais ceux-ci ont plutôt des fonctions d'alibi et sont sous dotés en moyens financiers et humains pour pouvoir fonctionner convenablement. Ceci n'empêche pas que souvent leurs membres continuent à se dévouer à leur tâche comme Sisyphe.

<sup>6</sup> Prof. Tim Jackson, « Prosperity without growth? The transition to a sustainable economy », Commission du développement durable britannique, [www.sd-commission.org.uk/](http://www.sd-commission.org.uk/)

<sup>7</sup> Richard Graf, « Nachhaltigkeit: Wider die Trägheit des Systems », in : woxx n° 1018 du 6.8.2009, [www.woxx.lu/cntr/articleNew/id\\_article/3086](http://www.woxx.lu/cntr/articleNew/id_article/3086)